

Détournements et trafics d'armes en Amérique latine

Par **Virginie Moreau**

27 juin 2013

Résumé

La violence armée reste encore aujourd'hui un véritable fléau sociétal en Amérique latine, au cœur duquel les armes à feu jouent un rôle essentiel, mortel. De nombreux États de la région souffrent d'un taux élevé de violence armée aussi haut, voire même plus, que des pays pourtant affectés par une guerre. Bien que leur abondance soit relative par rapport au nombre d'armes à feu dans le monde, ces armes circulent et se jouent des frontières au détour de multiples détournements, dont les formes les plus courantes sont le détournement à partir du marché civil des armes, des stocks militaires et policiers.

Mots clés : Amérique latine, détournement, trafic, arme à feu, arme légère et de petit calibre, violence armée, Amérique centrale, Mexique.

Abstract

Arms diversions and trafficking in Latin America

Armed violence became a real social issue in Latin America, in the heart of which firearms play a fundamental, deadly role. Many countries within the region suffer from a high rate of armed violence, as high or even higher, as countries affected by a war yet. Although their abundance is relative in regard to the number of firearms in the world, these weapons circulate and play with borders through multiple diversions. The most common diversions in Latin America come from the civilian firearms market and from the military and police stocks.

Keywords : Latin America, diversion, traffic, firearms, small arms and light weapons, armed violence, Central America, Mexico.

Citation : MOREAU Virginie, *Détournements et trafics d'armes en Amérique latine*, Note d'Analyse du GRIP, 27 juin 2013, Bruxelles.

URL : <http://www.grip.org/fr/node/928>



Introduction

L'Amérique latine est une vaste zone profondément marquée par la violence, alimentée notamment par les détournements d'armes à feu¹. La région apparaît aujourd'hui comme l'une des plus violentes au monde. Cette violence est liée principalement à la criminalité organisée transnationale qui s'est fortement développée sur le continent américain, en particulier avec le narcotrafic. Les conflits internes, la pauvreté et la délinquance contribuent également à ce fléau régional.

Les armes légères et de petit calibre (ALPC) jouent un rôle crucial dans cette violence. Leur abondance sur le continent latino-américain est certes relative, par rapport au nombre d'ALPC en circulation dans le monde, mais leur flux incontrôlé produit une violence chronique et mortelle dans de nombreux États. Cette diffusion des armes à feu à travers tout le continent est facilitée par certaines caractéristiques de la région : de vastes côtes maritimes, des frontières poreuses, des forêts denses, des pistes aériennes clandestines, une corruption largement répandue au sein des États, un manque de ressources gouvernementales mais aussi de volonté politique et enfin, la présence de puissants narcotrafiquants aux ressources financières presque illimitées.

Les détournements sont au cœur de la prolifération des armes illicites en Amérique latine. Ils sont d'ampleur diverse, allant des détournements d'envergure internationale aux trafics transfrontaliers. Les formes les plus souvent rencontrées sont le détournement à partir du marché civil légal d'armes et les détournements depuis des stocks militaires et policiers.



Saisie record par la police fédérale mexicaine et l'agence américaine anti-drogue d'armes diverses et de 205 millions USD en liquide, appartenant à un narcotrafiquant mexicain. (Source : DEA, Mexico city, 2007)

Cette Note d'Analyse vise à donner un aperçu des détournements et du trafic d'armes sur le continent latino-américain. Elle commence par examiner brièvement la problématique des armes légères et de la violence en Amérique latine, avant de présenter les dynamiques sous-régionales qui animent les détournements d'armes dans la région. Pour terminer, elle s'interroge sur la présence d'armes européennes dans les circuits illicites d'armes à feu en Amérique latine.

1. Dans le cadre de cette Note, l'Amérique latine comprend les États suivants : le Mexique, les pays d'Amérique centrale (Belize, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Salvador) et d'Amérique du Sud (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyana, Guyane française, Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay et Venezuela).

1. Les armes à feu et la violence en Amérique latine

Un haut degré de violence sociétale et la létalité des armes

La violence persiste en Amérique latine depuis les années 1970 et 1980. Certains pays ont une longue histoire de dictatures militaires. Longtemps, les forces armées ont exercé un haut degré d'influence sur les affaires politiques internes dans ces États et de graves violations des droits humains ont été perpétrées en toute impunité. Un certain nombre de ces pays ont également une longue tradition de guérillas révolutionnaires, et d'affrontements entre des paysans révoltés et des forces militaires. Par la suite, la présence accrue de narcotrafiquants et autres trafiquants en tout genre dans la région, a mené à ces luttes actuelles, souvent sanglantes, avec les forces de sécurité étatiques ou simplement entre ces différents groupes criminels organisés.

La violence armée reste aujourd'hui un véritable fléau sociétal en Amérique latine, au cœur duquel les armes à feu jouent un rôle essentiel, mortel. De nombreux États de la région souffrent en effet d'un taux élevé de violence armée, qui dépasse même celui de pays affectés par une guerre. Six pays d'Amérique latine affichent des taux de mortalité supérieurs à 30 morts pour 100 000 habitants en moyenne annuelle entre 2004 et 2009 : le Salvador (1^{er}), le Honduras (4^e), la Colombie (5^e), le Venezuela (6^e), le Guatemala (7^e) et le Belize (13^e)². Les cinq premiers affichent des taux de mortalité plus élevés que des pays en conflit comme le Soudan, la République démocratique du Congo ou encore la Somalie, qui figurent respectivement à la 12^e, 14^e et 17^e place. Le Salvador culmine en tête du classement, avec un taux de plus de 60 morts pour 100 000 habitants, juste devant l'Irak. Ces pays se caractérisent non seulement par des taux de mortalité élevés mais également par une brutalité extrême dans la violence. Néanmoins, il existe des variations sensibles entre les pays latino-américains. Ainsi, le Mexique, d'une manière surprenante, connaît un taux de 18,6 morts pour 100 000 habitants.

Dans cette région du globe, les armes à feu sont un trait caractéristique de cette violence. La proportion des homicides commis avec des armes à feu dans un grand nombre de ces pays est plus élevée qu'ailleurs dans le monde, avec toutefois des variations entre ces pays. Ainsi, alors que 42% des homicides dans le monde sont commis avec des armes à feu, ce taux atteint 70% en Amérique centrale et 60% en Amérique du Sud, alors qu'en Europe il ne dépasse pas 24%³.

Il est difficile d'avoir des chiffres précis sur le nombre d'armes à feu en circulation en Amérique latine. Une combinaison des estimations par sous-région permet d'avancer que le nombre d'armes en circulation en Amérique latine se situerait entre 50 et 85 millions d'armes à feu. Ce montant n'est pas particulièrement élevé par rapport aux 875 millions d'ALPC estimées en circulation dans le monde⁴. Cependant, dans le contexte latino-américain, c'est la létalité de ces armes qui est importante, plus que leur nombre. Par ailleurs, au vu du contexte de la violence armée et des taux d'homicides élevés qui caractérisent la région, l'inquiétude porte plutôt sur le nombre d'armes non enregistrées et aux mains des civils.

2. The Geneva Declaration on Armed Violence and Development, *Global Burden of Armed Violence 2011*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, p. 53.

3. Small Arms Survey, « A Fatal Relationship: Guns and Deaths in Latin America and the Caribbean », in *Small Arms Survey 2012 : Moving Targets*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 11.

4. Small Arms Survey, « Des arsenaux insaisissables. Les armes à feu des gangs et des groupes », in *Small Arms Survey 2010 : Des gangs, des groupes et des armes*, Bruxelles, GRIP, 2010, p. 102-103.

Ainsi, selon une étude du *Small Arms Survey* en 2004, il y aurait entre 25 et 60 millions d'armes à feu civiles non enregistrées en Amérique du Sud et au Mexique, alors que l'ONUDC, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, citant des données du *Small Arms Survey* datant de 2012, estime à 2,8 millions les armes à feu civiles non enregistrées en Amérique centrale.

Encadré 1 : La violence et le trafic de drogue en Amérique centrale et au Mexique

La principale préoccupation actuelle des populations d'Amérique centrale est celle de la criminalité, et plus particulièrement de la violence criminelle principalement liée au trafic de cocaïne. Une enquête réalisée par *Latinbarometro* en 2010 révèle qu'au Panama 46% des sondés placent la criminalité avant le chômage au rang des principales inquiétudes. Ce taux atteint 44% au Salvador et même 38% au Costa Rica, pays pourtant réputé pour son pacifisme.

Les pays d'Amérique centrale se trouvent sur le chemin du flux de drogue le plus rentable au monde : celui qui mène la cocaïne de l'Amérique du Sud aux États-Unis. Alors qu'avant, ils n'étaient utilisés que comme des points de transit pour le réapprovisionnement en fuel des bateaux transportant la drogue vers le nord, ils sont devenus depuis 2006 de véritables centres de logistique et de stockage pour les organisations criminelles transnationales⁵. À cette époque en effet, le gouvernement mexicain a mis en œuvre une nouvelle stratégie de sécurité nationale afin de lutter contre les narcotrafiquants qui avaient envahi le pays. Celle-ci a provoqué une véritable guerre et repoussé certaines activités criminelles hors des frontières mexicaines. Les nouveaux chemins empruntés par les trafiquants à l'intérieur des terres des pays d'Amérique centrale ont fait se rencontrer les groupes locaux du crime organisé et les trafiquants de drogue, provoquant une lutte de pouvoir entre eux. Il résulte de cette situation de hauts taux d'homicides dans la région, avec un niveau de violence extrême : quatre pays d'Amérique centrale figurent ainsi parmi le top 10 des pays avec le plus haut taux d'homicides en 2010 : Honduras (82 pour 100 000), Salvador (65 pour 100 000), Belize (42 pour 100 000) et Guatemala (41 pour 100 000)⁶. Dans les autres pays de la région (Costa Rica, Panama et Nicaragua), les niveaux de violence sont moins élevés mais on y constate une augmentation du taux d'homicides ces dernières années⁷.

2. Les détournements d'armes en Amérique latine : des dynamiques sous-régionales

Certains pays latino-américains présentent des caractéristiques qui les rendent propices aux trafics en tout genre, et notamment celui des armes : de vastes côtes maritimes, des frontières poreuses, des forêts denses, des pistes aériennes clandestines, une corruption largement répandue au sein des États, ainsi qu'un manque de ressources gouvernementales, voire un manque de volonté politique de la part de certains gouvernements⁸. Le crime organisé transnational profite ainsi d'États largement affaiblis qui n'ont, en outre, pas toujours les moyens de lutter à armes égales.

5. UNODC, *Transnational Organized Crime in Central America and the Caribbean. A Threat Assessment*, Vienna, UNODC, septembre 2012, p. 16.

6. *Ibidem*.

7. *Ibidem* ; Rodrigo Serrano-Berthet, Humbertho Lopez, *Crime and violence in Central America: a Development Challenge*, World Bank, 2011.

8. Rachel Stohl, Doug Tuttle, « The Small Arms Trade in Latin America », *NACLA Report on the Americas*, mars/avril 2008, Vol.41 Issue 2.

Les détournements sont au cœur de la prolifération des armes illicites. En Amérique latine, ils ont contribué, et encore aujourd'hui dans certains cas, à soutenir les activités de groupes armés non étatiques et de milices paramilitaires, de groupes criminels organisés transnationaux tels que les narcotrafiquants, ainsi que de criminels de rue, dont les *maras*, ces gangs de jeunes armés venus à l'origine des États-Unis. Ces détournements sont d'ampleur diverse, allant de détournements de grande envergure de transferts internationaux à des trafics transfrontaliers ou domestiques. Les formes les plus souvent rencontrées de ces détournements sont : le détournement à partir du marché civil légal, notamment par le biais de *straw purchasers*, et les vols et reventes d'arsenaux militaires et policiers avec l'aide d'officiels corrompus.

Bien que l'on rencontre les mêmes formes de détournements d'armes à travers toute l'Amérique latine, cette section fait un état des lieux par sous-régions. Les pays latino-américains connaissent en effet des contextes, notamment en termes de sécurité et de circulation des armes, qui varient quelque peu. Par exemple, la proximité de la frontière américaine a un impact direct sur les détournements d'armes au Mexique et de plus en plus en Amérique centrale.

2.1. Le Mexique et sa proximité avec le plus gros marché d'armes à feu au monde

Le Mexique connaît une recrudescence de violence depuis 2006, année à partir de laquelle le gouvernement, sous la présidence de Felipe Calderon, a entamé une véritable guerre ouverte contre les narcotrafiquants. 120 000 personnes auraient été tuées violemment depuis le début de ce conflit armé d'un genre particulier⁹. Dans cette guerre, les autorités mexicaines sont confrontées à un problème de taille : la circulation incontrôlée d'armes à feu dans le pays. En dépit d'une législation restrictive, il y aurait 15,5 millions d'armes à feu illicites dans les mains des civils mexicains, alors que les autorités étatiques en détiendraient environ 1,16 million (655 000 pour les forces de maintien de l'ordre et 505 000 pour les militaires)¹⁰.

Cependant, le Mexique est frontalier du plus gros marché d'armes légères : les États-Unis¹¹. Un voisin qui, en outre, applique l'une des législations les plus permissives au monde en matière de production, vente, achats et possession civile d'armes. En 2007, un membre du « Bureau de l'alcool, du tabac, des armes à feu et des explosifs » (ATF) du Département de la justice américain découvrait lors d'une inspection de routine d'une armurerie de Houston (Texas) un trafic d'armes existant entre les États-Unis et le Mexique à destination des cartels de la drogue mexicains¹². Plusieurs individus avaient acheté de grandes quantités d'armes à feu militaires sur une période relativement courte et nombre de ces armes étaient par la suite retrouvées au Mexique sur des scènes de crimes, lors d'enquêtes relatives au narcotrafic menées par les autorités mexicaines ou lors d'inspections de véhicules.

9. Tophier McDougal, David A. Shirk, Robert Muggah and John H. Patterson, *The Way of the Gun: Estimating Firearms Traffic Across the US-Mexico Border*, Igarapé Institute and University of San Diego, mars 2013, p. 5.

10. Ibid., p. 9.

11. Selon une étude récente, les États-Unis produiraient une moyenne de 4,24 millions d'armes à feu chaque année. Les fabricants d'armes basés aux USA auraient produit plus de 98 millions d'armes de poing et de fusils de chasse depuis le milieu des années 1980. Pour plus d'informations à ce sujet, lire: Jurgen Brauer, *The US Firearms Industry: Production and Supply*, Working Paper n°14, Small Arms Survey, Geneva, 2013.

12. Colby Goodman, Michel Marizco, *US Firearms Trafficking to Mexico: New Insights Provide Key Trends and Challenges to a Troubling Phenomenon*, San Diego, Woodrow Wilson International Center for Scholars and University of San Diego, juin 2010, p. 1.

Cette découverte a constitué un tournant dans la prise de conscience de l'ampleur du problème. Aujourd'hui, il est largement prouvé par différentes études et enquêtes, y compris menées par des autorités américaines, que les États-Unis constituent l'une des sources essentielles des armes illégales au Mexique et même en Amérique centrale (voir le point suivant sur la situation en Amérique centrale). Depuis lors, des dizaines de milliers d'armes à feu criminelles saisies au Mexique ont été tracées jusqu'à leur fabrication ou leur point de vente aux États-Unis.

Détournement des armes légales du marché civil américain

Selon une étude récente basée sur une analyse statistique de la demande des armes à feu dans les armureries américaines situées le long de la frontière sud du pays (soit avec le Mexique), entre 106 700 et 426 729 armes à feu ont été achetées annuellement aux États-Unis pour être ensuite détournées, notamment vers le Mexique, durant la période 2010-2012¹³. Les fusils d'assaut compteraient pour la majorité des armes à feu (2 512 sur 4 813) dont les propriétaires sont impliqués dans des poursuites judiciaires aux États-Unis, liées au trafic d'armes vers le Mexique.



De nombreuses armes saisies au sein des cartels mexicains ont été achetées légalement sur le marché civil américain (Source : wiki commons, Rebekah Zemansky)

La police fédérale mexicaine aurait ainsi détecté une proportion croissante d'armes de grande puissance dans les mains des narcotrafiquants. Celles-ci incluent non seulement des fusils d'assaut de type AR-15 et AKM, mais également des pistolets de 9mm, des pistolets .38 plus connus sous le nom de « *cop killer* », des pistolets de calibre .45, des grenades, et des lance-grenades propulsées par fusée¹⁴.

Les pistolets *Five-Seven* et FN P90 de la FN Herstal sont notamment devenus des armes de choix pour les cartels de la drogue mexicains car leurs munitions permettent de transpercer les gilets pare-balles ; plusieurs officiers de police mexicains auraient d'ailleurs été tués avec ces armes ces dernières années¹⁵.

Ces types d'armes sont pourtant interdits à la vente pour les civils au Mexique. En effet, de nombreux calibres d'armes de poing populaires tels que les 9mm, .45 et .40, sont réservés à la police ou à l'armée¹⁶. Ces armes comprennent également les fusils de calibre .50, les versions semi-automatiques des fusils d'assaut comme les AK-47 et M-16 et le pistolet FN *Five-Seven*. En réalité, les seules armes autorisées pour les civils sont celles de calibre .38 ou en dessous. Cependant, ce type d'armes est aisément accessible chez le voisin américain, dont la législation est beaucoup moins restrictive que celle du Mexique et dont la vente est autorisée aux citoyens américains. Le Département de la justice américain aurait notamment détecté en 2010 un vaste trafic d'armes, à partir des États-Unis vers le reste du continent et notamment le Mexique, dont des pistolets FN de type 5.7x28mm, des armes de poing semi-automatiques *Glock* ou encore des fusils d'assaut AR-15¹⁷.

13. Topher McDougal, David A. Shirk, Robert Muggah and John H. Patterson, *op.cit.*, p. 5.

14. *Ibid.*, p. 9.

15. Fred Burton, Scott Stewart, *Mexico: Dynamics of the Gun Trade*, Security Weekly, Stratfor, 24 octobre 2007.

16. Scott Stewart, *Mexico's Gun Supply and the 90 Percent Myth*, Security Weekly, Stratfor, 10 février 2011.

17. *United States Attorney's Office, ATF and ICE announce Results of Major International Firearms Trafficking Investigation*, US Department of Justice, Press Release, 21 septembre 2010.

Il semblerait que les trafiquants d'armes américaines préfèrent acheter leurs armes sur le marché légal et ensuite les faire passer du côté illicite, plutôt que d'acquérir directement des armes sur le marché noir américain. Pour cela, ils recourent le plus souvent à des *straw purchasers*, ces hommes de paille avec des casiers judiciaires vierges envoyés pour acheter des armes pour le compte de ceux qui ne pourraient le faire eux-mêmes. Ces achats se font principalement dans les États américains frontaliers du Mexique et qui comptent près de 6 700 armureries¹⁸.



Panneau d'information bilingue à la frontière américano-mexicaine (Source : Latin America News Dispatch, septembre 2010)

Les foires d'armes américaines constituent une autre source pour acheter des armes en toute légalité aux États-Unis. Les *straw purchasers* les passent ensuite à des contrebandiers pour leur faire passer la frontière et les faire ainsi entrer illégalement au Mexique. Cette étape se fait en général aux points officiels d'entrée dans le pays et par petites quantités à bord de véhicules privés¹⁹. Il s'agit par exemple de deux armes par voiture.

Dans ces détournements transfrontaliers, les intermédiaires indépendants jouent également un rôle essentiel. Ce sont eux qui communiquent avec les cartels, arrangent les financements, coordonnent les actions et conduisent la vente finale. S'il est aujourd'hui certain que les armes américaines sont détournées vers le Mexique, il est toutefois difficile de chiffrer avec exactitude la part exacte des armes à feu et des munitions des cartels mexicains qui proviennent à l'origine, légalement, des États-Unis. En 2008, un haut responsable de l'ATF témoignait devant le Congrès américain que plus de 90% des armes à feu saisies au Mexique ou en route vers le Mexique, et soumises à des demandes de traçage, tiraient leur origine des États-Unis²⁰.

Détournements de stocks militaires du Mexique et d'Amérique centrale

Les stocks militaires du Mexique et des pays d'Amérique centrale représentent une source alternative pour certaines armes militaires qui ne sont pas accessibles sur le marché civil américain. Cela concerne notamment les grenades à main, les grenades propulsées par fusée, les mitrailleuses légères ou encore les fusils d'assaut automatiques²¹. Ces armes proviendraient généralement du marché noir international - notamment en provenance de Chine²² - mais également d'éléments corrompus de l'armée mexicaine. Ainsi, en 2010, un rapport de l'UNODC affirmait que certaines armes militaires pourraient provenir des stocks de l'armée du Mexique, détournées probablement par des soldats faisant défection pour rejoindre le crime organisé.

18. 70% des armes à feu saisies au Mexique et tracées aux USA entre 2004 et 2008 provenaient de trois États frontaliers : 39% du Texas, 20% de la Californie et 10% de l'Arizona. UNODC, *The Globalization of Crime. A Transnational Organized Crime Threat Assessment*, Vienna, UNODC, 2010, p. 135.

19. *Ibidem*.

20. Gao, *Firearms Trafficking. US Efforts to Combat Arms Trafficking to Mexico Face Planning and Coordination Challenges*, juin 2009.

21. Scott Stewart, *Mexico's Gun Supply and the 90 Percent Myth*, *op.cit.*

22. *Ibidem*.

Par exemple, si le pistolet FN *Five-Seven* est autorisé pour les ventes commerciales aux États-Unis, les munitions 5.7x28 capables de percer les gilets pare-balles ne le sont pas ; dès lors les munitions de ce type retrouvées dans les mains des *narcos* proviendraient de l'armée mexicaine²³, de même que certaines des armes *Five-Seven*.

Les stocks militaires des pays d'Amérique centrale semblent également être une source des armes retrouvées au Mexique, détournées parfois avec le concours de militaires corrompus (voir ci-dessous).

2.2. L'Amérique centrale : un héritage meurtrier de la Guerre froide

Les guerres internes qu'ont connues le Guatemala (1960-1996), le Salvador (1980-1992) et le Nicaragua (1972-1991) ont laissé derrière elles de grandes quantités d'armes légères, surtout militaires, livrées pour l'occasion principalement par les États-Unis, l'URSS et leurs alliés. Elles ont été disséminées au sein des populations (pour les groupes de protection civile notamment) et à travers toute la région, souvent dans des caches que les autorités de ces pays découvrent encore aujourd'hui. Alors qu'il n'y a plus actuellement d'insurrections armées, ces armes, dont l'une des principales caractéristiques est la durabilité, sont une source d'inquiétude croissante pour les gouvernements de ces pays. Elles suscitent notamment l'intérêt des criminels ; lesquels ont souvent un passé militaire ou qui doivent défendre leur contrôle sur de vastes portions de territoires, comme dans les zones rurales.

Ces armes circulent à travers toute l'Amérique centrale ; elles alimentent ainsi les circuits illicites au sein de la région, mais également à l'échelle continentale. Selon l'ONUDC, il semble en effet qu'il y ait suffisamment d'armes dans la région que pour en exporter²⁴. 36% des armes illégales trafiquées vers la Colombie proviendraient de l'Amérique centrale, et en particulier du Nicaragua et du Panama. Toujours selon l'ONUDC, il a également été prouvé que la moitié des armes de type militaire récupérées au Mexique provenait d'Amérique centrale. À titre d'exemple, de nombreuses grenades à main de fabrication américaine utilisées ces dernières années par les criminels au Mexique proviennent en majorité des arsenaux militaires du Guatemala, desquelles elles ont été détournées²⁵.

Les pays d'Amérique centrale pâtissent en outre de leur relative proximité géographique avec les États-Unis mais également des liens particuliers qui les unissent au géant américain, à travers la présence massive de nombreux immigrants centroaméricains aux États-Unis. Le marché légal américain des armes à feu est en effet une autre source de détournements importante vers les pays de l'isthme centroaméricain. Ce phénomène est assez récent et peu étudié jusqu'à présent mais il est aujourd'hui prouvé qu'il existe des circuits de détournements à partir des États-Unis vers l'Amérique centrale, et en particulier le Guatemala.

Les armes militaires ne représentent qu'une petite minorité des armes saisies par les polices, dans le cadre de la criminalité. Au Guatemala par exemple, les fusils d'assaut représentaient moins de 4% des armes saisies entre 2008 et 2011. Au Honduras, ils représentaient 4% du total des armes saisies au cours de la première moitié de l'année 2011²⁶. En réalité, les types d'armes les plus souvent rencontrés dans la région sont les pistolets et les revolvers, principalement de calibre 9mm.

23. *Ibidem*.

24. UNODC, *Transnational Organized Crime in Central America and the Caribbean. A Threat Assessment*, op.cit, p. 62.

25. Nick Miroff et William Booth, *Mexican drug cartels' newest weapon: Cold War-era grenades made in US*, The Washington Post, 17 juillet 2010.

26. UNODC, *Transnational Organized Crime in Central America and the Caribbean. A Threat Assessment*, op.cit, p. 60.

Ils constituaient entre 58 et 60% des armes à feu saisies chaque année entre 2008 et 2011 au Guatemala²⁷. Ce type d'équipement convient mieux à la criminalité urbaine, très répandue en Amérique centrale et perpétrée principalement par les *maras*, ces gangs de jeunes armés venus des États-Unis.

Détournements de stocks militaires et policiers, la corruption des fonctionnaires

Selon l'ONUDC, les stocks de l'armée et de la police du Guatemala, du Salvador et du Honduras ont été identifiés comme les sources les plus importantes des armes à feu illégales dans la région²⁸. Les armes en sont souvent détournées avec le concours de responsables corrompus.

Non seulement la presse locale et régionale relate fréquemment ce genre de faits, mais également des sources officielles. Ainsi le général Douglas Fraser, chef du « *United States Southern Command* », témoignait devant le Sénat américain, le 30 mars 2011, que les officiers militaires corrompus en Amérique centrale portaient la plus grande responsabilité pour les armes des trafiquants de la drogue mexicains²⁹. Plus de 50% des armes de type militaire qui circulent dans la région trouveraient leur source dans les stocks laissés par les guerres et les conflits.

En septembre 2011, c'est un câble diplomatique américain daté du 2 décembre 2009 et révélé par *WikiLeaks* qui mettait en avant le rôle trouble joué par des autorités militaires guatémaltèques dans une vente illégale d'armes d'origine américaine (des fusils semi-automatiques M-1) à partir du Guatemala et qui impliquait un marchand d'armes américain privé, *Century International Arms*. Un autre câble diplomatique américain, écrit par la Secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice à l'ambassade américaine à Tegucigalpa au Honduras en octobre 2008, révèle, lui, que des armes légères antichars et des grenades fournies au Honduras par les États-Unis dans le cadre du programme des ventes militaires étrangères ont été retrouvées au Mexique et en Colombie. Ce câble détaille notamment le possible détournement des armes à l'origine américaines fournies au Honduras³⁰.

Les autorités nationales préfèrent parfois évoquer des « vols » plutôt que des « ventes » de leurs stocks. Ainsi, fin 2008, la police nationale civile du Guatemala a-t-elle dû déclarer devant le Sénat du Guatemala que plus de 2 000 fusils d'assaut de la Police nationale avaient disparu des stocks, parmi lesquels des AK-47 et des mitraillettes *Uzi* de fabrication israélienne. Elle reconnaissait également que certaines de ces armes avaient déjà servi à commettre des crimes³¹.

Ce phénomène de détournement des arsenaux militaires n'est pas surprenant pour la région, étant donné le niveau élevé de corruption, le niveau de pauvreté des États et la faiblesse des institutions nationales. Il constitue toutefois un risque grave pour la région car les cartels de la drogue ont ainsi la possibilité d'acquérir une puissance de feu plus importante que les forces de police, qui ne sont dès lors plus en mesure de se battre à armes égales.

27. *Ibidem*.

28. *Ibid.*, p. 61.

29. Geoffrey Ramsey, *Cable: Honduran Military Supplied Weaponry to Cartels*, InSight Crime, 25 avril 2011.

30. *Honduras Guns Feeding Central America's Arms Trade*, InSight Crime, 12 août 2011.

31. *Guatemalan Police missing 2 000 Firearms*, Latin American Herald Tribune, 10 décembre 2008.

Détournements à partir du marché civil légal américain

Selon l'ONUDC, la plupart des armes de poing en circulation en Amérique centrale ont été achetées légalement aux États-Unis³². Il est en effet permis à la population civile de certains de ces pays, comme le Guatemala par exemple, de détenir ce type d'armes et des munitions, et souvent sans restrictions quant à leur nombre. Les armes sont ainsi pour la plupart importées légalement, avant d'être revendues sur le marché noir local et régional puis détournées vers un usage illégal. Colby Goodman, expert sur les trafics d'armes dans la région et auteur de plusieurs études récentes sur le sujet, explique ainsi que certains individus au Guatemala ayant des connections aux États-Unis achètent des armes sur le marché civil américain pour les utiliser au Guatemala. Tandis que d'autres en achètent pour les revendre sur le marché noir au Guatemala, au Mexique, ou pour fournir des réseaux criminels³³.

Encadré 2 : Un nouveau phénomène : le détournement d'armes américaines vers le Guatemala

Selon des données compilées par l'ATF et analysées par Colby Goodman, des milliers d'armes à feu d'origine américaine (fabriquées ou importées aux États-Unis) font route vers les criminels en Amérique centrale depuis quelques années. Ces flux d'armes sont les plus importants dans le « Triangle du Nord », cette zone de trafics en tout genre formée par le Salvador, le Guatemala et le Honduras. En analysant les armes saisies par l'armée du Guatemala, l'ATF a découvert que 2 687 armes sur les 6 000 analysées (soit 40%) avaient un lien avec le voisin américain. 2 512 armes à feu étaient d'origine étrangère sans lien avec les États-Unis. Les détournements se font par petites quantités par l'intermédiaire de *straw purchasers*. Dans d'autres cas, les acheteurs ont acquis les armes légalement et ont entrepris de traverser eux-mêmes la frontière avec les armes, soit par voie terrestre soit par voie aérienne sur des compagnies commerciales civiles régulières³⁴.

2.3. L'Amérique du Sud

L'Amérique du Sud est une zone propice aux trafics d'armes : plusieurs États sont confrontés au crime organisé, la violence urbaine y est très présente, la corruption des autorités publiques et notamment militaires est largement répandue et la porosité des frontières terrestres et maritimes y facilite généralement l'entrée discrète de biens en toute illégalité. De vastes trafics transfrontaliers ont ainsi lieu à l'échelle du continent. Un pays de la région, la Colombie, a été longtemps victime d'un conflit armé interne permanent. Trois États sont affectés directement par le trafic de la drogue en tant que producteurs (la Colombie, le Pérou et la Bolivie), alors que les autres sont concernés par les problèmes de criminalité violente générés par ce trafic et en particulier le Brésil.

Par ailleurs, l'Amérique du Sud compte plusieurs pays producteurs et exportateurs d'armes. Au moins neuf d'entre eux sont ainsi capables de produire des ALPC et des munitions : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay, le Pérou et le Venezuela³⁵. Parmi eux, seul le Brésil est considéré comme un producteur d'envergure et il est en outre un exportateur mondial d'ALPC.

32. UNODC, *Transnational Organized Crime in Central America and the Caribbean. A Threat Assessment*, op.cit, p. 59.

33. Colby Goodman, *US Firearms Trafficking to Guatemala and Mexico*, A Working Paper, Wilson Center, avril 2013 p. 8.

34. *Ibid.*, p. 9.

35. Small Arms Survey, « Continuity and Change: Products and Producers », in *Small Arms Survey 2004: Rights at risk*, Oxford University Press, Oxford, p. 16.

En 2009, Brasilia aurait ainsi exporté pour au moins 382 millions de dollars d'ALPC, figurant ainsi parmi les exportateurs principaux d'ALPC dans le monde³⁶. L'Argentine et le Chili disposent également d'une capacité d'exportation, mais limitée principalement à la région. Les principales sociétés du continent semblent en effet se concentrer sur le marché civil et celui des forces de l'ordre et ne sont pas tournées vers l'exportation à grande échelle, si ce n'est vers les pays de la région. Bien que certains pays aient développé leurs propres modèles d'armes (par exemple le Brésil), la plupart des armes à feu produites en Amérique du Sud sont dérivées de modèles européens ou américains³⁷. Ceci implique une fabrication sous licence officielle, le savoir-faire et l'équipement de production provenant du fabricant original.

Un des exemples les plus connus est celui du FN FAL, fabriqué par la FN Herstal à l'origine et qui a été produit sous licence en Argentine, au Brésil, au Chili, au Mexique et au Venezuela. D'autres exemples concernent les fusils d'assaut israéliens *Galil* en Colombie ; des produits *Colt* et FN Herstal au Pérou ; FN Herstal, *Taurus* et SIG au Venezuela. Par ailleurs, des modèles d'armes étrangers sont également copiés illégalement, sans plus de formalité. Traditionnellement, les pays d'Amérique du Sud ne produisent pas suffisamment d'armes pour rencontrer leurs besoins militaires et comptent dès lors sur les importations pour compléter leurs arsenaux³⁸.

A côté de cette production légale d'armes, il existe également une production artisanale d'armes légères à échelle réduite dans de nombreux pays d'Amérique du Sud. Leur puissance varie en importance d'un État à l'autre. Ainsi, si au Chili elle se concentre sur des armes peu fiables et à faible puissance destinées principalement aux crimes de rue, il en va tout autrement en Colombie, ou encore au Brésil. Dans ces deux pays, une production artisanale d'armes à feu puissantes existe. Les forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) disposent ainsi de véritables ateliers clandestins bien organisés, qui produisent des mitraillettes, des mortiers ou encore des grenades à main grâce à la corruption de travailleurs d'INDUMIL, la société d'armes étatique. Au Brésil, à Sao Paulo, la police a réussi à démanteler une usine clandestine qui fabriquait des mitraillettes (jusqu'à 50 par mois)³⁹.

Toutes ces conditions contribuent à développer une dynamique régionale de transferts d'armes, licites ou illicites, au sein desquels les détournements jouent un rôle prépondérant. Ceux-ci ont principalement pour destination les groupes armés en Colombie et la criminalité, organisée (au Brésil notamment) et ordinaire. Ils soutiennent ainsi les activités de ces différents groupes.

36. *Small Arms Survey 2012: Moving Targets*, *op.cit.* voir annexe 8.2.

37. Michael Klare, David Andersen, *A Scourge of Guns: The Diffusion of Small Arms and Light Weapons in Latin America*, Washington, Federation of American Scientists, 1996, p. 16.

38. Stohl Rachel, Tuttle Doug, *op.cit.*

39. *Small Arms Survey*, « Continuity and Change: Products and Producers », *op.cit.*, p. 16.

Détournements d'envergure internationale

En 1999, des officiels péruviens de haut rang, dont Vladimiro Montesinos, l'ancien chef du service de renseignement, ont organisé un détournement d'armes militaires de grande ampleur, au départ de la Jordanie et à destination des FARC dans la jungle colombienne. 10 000 fusils d'assaut AKM (version bon marché et en tête emboutie des AK-47) – qui faisaient partie d'une livraison de 50 000 fusils des surplus jordaniens destinée officiellement au Pérou – ont été largués par air au-dessus de la forêt colombienne au cours de quatre vols entre mars et août 1999, depuis un avion ukrainien soupçonné d'être lié au trafiquant international Viktor Bout.



Guérilleros des FARC en Colombie (Source: Institute for National Strategic Studies, 1998)

Les paramilitaires des *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC) ont également bénéficié de grandes cargaisons d'armes légères par des canaux transnationaux illicites. Dans leur cas, les armes provenaient du Nicaragua et étaient destinées à l'origine au Panama. Le gouvernement du Nicaragua avait ainsi autorisé la vente de 3 000 fusils d'assaut AK et 2,5 millions de munitions à la Police nationale du Panama, sur base d'un faux certificat d'utilisateur final produit par l'un des deux intermédiaires⁴⁰ spécialisés basés au Panama qui avaient arrangé la transaction. Les armes ne sont finalement jamais arrivées au Panama ; à la place, elles ont été transportées par un navire, l'*Otterlo*, jusqu'en Colombie où elles ont été livrées aux AUC.

Une autre affaire d'envergure internationale implique la livraison par bateau (puis par camion) de 7 640 AK-47 et fusils M1A1 de l'entreprise bulgare *Arsenal Company* aux AUC à partir du port de Varna, en Bulgarie, jusqu'à Buenaventura en Colombie. Le Panama est identifié comme le plus grand centre de transit d'armes destinées à la Colombie.

Détournements de stocks militaires et policiers

La forme la plus courante de détournements en Amérique du Sud semble être le vol, voire la revente des arsenaux militaires et policiers. Cette situation est favorisée par l'abondance des stocks d'armes dans cette région, par de mauvais contrôles de ceux-ci et par un haut taux de corruption.

Au Brésil, diverses études ont prouvé ces dernières années que de nombreuses armes, incluant des mitraillettes, des fusils d'assaut ainsi que des munitions – et qui sont en principe réservées à l'usage exclusif des forces de maintien de l'ordre et militaires – sont détournées des stocks du gouvernement brésilien vers le marché illicite⁴¹. La police brésilienne aurait été plus que probablement la source du détournement de ces armes retrouvées entre 2004 et 2006 dans les mains des organisations criminelles à Rio de Janeiro⁴².

40. Il s'agissait d'Ori Zoller et Shimon Yelinek, deux citoyens israéliens qui ont un passé chargé en matière de courtage en armes en Amérique.

41. Voir notamment: Pablo Dreyfus and Nicholas Marsh, *Tracking the guns: International diversion of small arms to illicit markets in Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro et Oslo, Viva Rio, ISER, PRIO, novembre 2006.

42. Small Arms Survey, « Enemy Within: Ammunition diversion in Uganda and Brazil », in *Small Arms Survey 2007: Guns and the City*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 289-315.

En Colombie, les groupes paramilitaires et en particulier les AUC ont acquis des armes en petites quantités auprès de contacts corrompus au sein des forces de sécurité de l'État. Les témoignages, reçus dans le cadre du processus de paix, impliquent des officiels de la sécurité nationale aussi bien actifs que retraités. Néanmoins, le nombre d'accusations et les quantités d'armes en question suggèrent qu'il ne s'agissait pas d'une pratique systématique. En revanche, la proportion d'armes volées par les FARC aux forces de sécurité est faible, suggérant un contrôle efficace de celles-ci⁴³. Au Chili, plusieurs cas de détournements d'armes confisquées au sein de groupes criminels ont été rapportés, qui impliquaient du personnel militaire, en fonction ou retraités. Ainsi, en 2002, des fusils AK-47 confisqués dans les années 1980 ont été détournés des entrepôts des forces de sécurité de l'État par des militaires à la retraite. En 2005, un cercle de sous-officiers et de personnel civil de l'armée du Chili qui organisaient le détournement d'armes légères des stocks militaires au profit de groupes criminels, a été démantelé par la police⁴⁴.

Encadré 3 : Le rôle du Venezuela dans les détournements d'armes à destination des guérilleros colombiens

Le Venezuela du président Hugo Chavez a été accusé à maintes reprises de soutenir les FARC dans sa lutte contre le pouvoir colombien, dirigé par le président de droite, Alvaro Uribe. Le soutien consistait notamment en la fourniture d'armes. En juillet 2009, on apprenait que les forces de sécurité colombiennes avaient saisi en 2008 dans un campement des FARC des lance-roquettes et des roquettes anti-char AT4 de fabrication suédoise (*Saab Bofors Dynamic*)⁴⁵. Les numéros de série révélaient que ces armes avaient été vendues au Venezuela en 1988. La récente construction d'une usine de fabrication destinée à produire sous licence russe 25 000 fusils d'assaut AK-103 et 60 millions de munitions par an inquiète les observateurs de la région ainsi que les États voisins, depuis que le contrat a été conclu entre Caracas et Moscou en 2006⁴⁶. L'achat de 100 000 fusils AK-103 en 2006 par Caracas avait déjà soulevé les inquiétudes quant aux risques de détournements des armes vénézuéliennes qui se retrouveraient en surplus suite à cet achat massif⁴⁷.

Détournements du marché civil légal : un problème de dimension régionale

Les différences qui existent entre les législations nationales des pays sud-américains, en matière de détention d'armes par les civils notamment, favorisent les transferts illicites dans la région. Certains pays, comme la Colombie ou le Brésil, ont adopté des législations rigoureuses, alors que d'autres États se révèlent particulièrement laxistes, ont du mal à les faire appliquer ou n'en ont tout simplement pas. Ainsi, des armes peuvent être détenues en toute légalité dans certains pays, alors qu'elles sont interdites chez leurs voisins.

43. Nicolas Urrutia, Miguel Ortega, Gustavo Andrade and An Vranckx, *Arms tracing. Perspectives on control, traffic and use of illegal weapons in Colombia*, Bogota, Fundacion Ideas para la Paz, 2009, p. 17. Small Arms Survey, « Colombia's Hydra: the Many Faces of Gun Violence », in *Small Arms Survey 2006: Unfinished Business*, Oxford, Oxford University Press, p. 222.

44. Small Arms Survey, « An Uphill Battle: Understanding Small Arms Transfers », in *Small Arms Survey 2006: Unfinished business*, Oxford, Oxford University Press, p. 85.

45. *Rebels Obtained Arms Sold to Venezuela, Colombia Said*, The New York Times, 27 juillet 2009.
<http://www.nytimes.com/2009/07/28/world/americas/28Colombia.html>

46. *Kalachnikov Factory stirs fears that Venezuela could export arms*, The Seattle Times, 19 juin 2006.
http://seattletimes.com/html/nationworld/2003070518_venezarms19.html

47. Pablo Dreyfus, *A recurrent Latin American Nightmare: Venezuela and the Challenge of Controlling State Ammunition Stockpiles*, FAS Strategic Security Blog, 23 avril 2007.

C'est le cas notamment de la détention des pistolets de calibre 9mm ou des fusils semi-automatiques de gros calibre, interdite aux civils au Brésil mais dont la vente est autorisée dans les magasins d'armes en Argentine, au Paraguay ou encore au Venezuela⁴⁸.

Ce manque d'harmonisation des législations dans la région se révèle particulièrement dramatique dans les pays où la criminalité et la violence armée atteignent des proportions inquiétantes. En particulier, dans la région sud du continent, avec au cœur du problème, la législation laxiste du Paraguay, pays frontalier du Brésil notamment. Cette région stratégique, appelée la zone des trois frontières, est connue pour être une importante plaque tournante de trafics en tout genre, et notamment d'armes. En effet, le Paraguay a longtemps importé, légalement, de nombreuses armes en provenance des États-Unis et de l'Europe occidentale⁴⁹.

Jusqu'en 2002, sa législation autorisait l'achat d'armes de petit calibre et de munitions par des touristes étrangers, sur simple présentation à la police locale d'une copie de la carte d'identité. Les trafiquants et criminels de pays voisins, dont le Brésil mais aussi de toute l'Amérique du Sud⁵⁰, se rendaient alors dans les armureries à la frontière avec le Paraguay pour acheter des armes en toute légalité, avant de les faire entrer dans le pays en contrebande, par le biais du « commerce de fourmis » ou la « méthode de la pipette » qui consiste à désassembler des armes avant leur transport en lots de pièces détachées⁵¹. Si la situation s'est améliorée suite à l'adoption de diverses mesures par le Brésil et le Paraguay lui-même, mais également par les pays exportateurs⁵², elle a toutefois contribué à la l'abondance d'armes illégales au Brésil, et notamment d'armes de fabrication brésilienne pourtant interdites aux civils dans ce pays. Une étude a ainsi montré que, à Rio de Janeiro, 80% des armes de petit calibre sont de fabrication nationale et qu'une grande partie de ces armes avaient été exportées légalement à des pays de la région avant d'être repassées dans le pays en contrebande, notamment à travers la zone des trois frontières.

3. Les importations d'armes étrangères en Amérique latine : une source de détournement ? Le cas des armes européennes

Il n'existe pas d'études spécifiques, faites au niveau régional, concernant la provenance des armes détournées en Amérique latine. Dans cette Note, nous avons démontré la forte présence d'armes américaines en Amérique latine en raison de la proximité géographique notamment et de la facilité de se procurer des armes des États-Unis. Des armes européennes figurent également dans les cas de détournements dans la région, comme illustrés à travers plusieurs études. Si celles-ci ne permettent pas de tirer des conclusions générales, elles permettent toutefois de lever des hypothèses, qui devraient être vérifiées à une plus grande échelle, sur la présence d'armes à feu européennes dans les circuits illicites latino-américains, en dépit d'un système de contrôle des exportations d'armes européennes considéré comme l'un des plus efficaces au monde.

48. Pablo Dreyfus and Nicholas Marsh, *Tracking the guns: International diversion of small arms to illicit markets in Rio de Janeiro*, *op.cit*, p. 22.

49. *Ibid.*, p.21.

50. UNODC, *Violence, Crime and Illegal Arms Trafficking in Colombia*, Bogota, UNODC, 2006, p. 39.

51. Small Arms Survey, « An Uphill Battle: Understanding Small Arms Transfers », *op.cit*, p. 84.

52. Les USA, par exemple, ont interdit les ventes d'armes au Paraguay en 1996 et le Brésil a décidé d'imposer un moratoire sur les ventes vers le Paraguay en 2000.

3.1. Les importations d'armes européennes de l'Amérique latine

Bien que les États-Unis restent le principal fournisseur en armes légères des pays latino-américains, les États européens exportent depuis longtemps vers cette région. Sur la période 2007-2011, la valeur totale des licences d'importations d'armes légères, de petit calibre et leurs munitions⁵³ par les pays d'Amérique latine ont représenté un total de 339,518 millions d'euros. Les principaux importateurs ont été le Mexique, dont la valeur des licences d'exportation a atteint 120,247 millions d'euros, suivi de la Colombie (80,6 millions d'euros) et du Brésil (43 millions d'euros). Les pays d'Amérique centrale arrivent, eux, loin derrière : le Panama a importé pour 8,1 millions d'euros d'ALPC aux pays européens, devant le Honduras (3,469 millions d'euros) et le Guatemala (1,589 million d'euros)⁵⁴.

En vertu de la Position commune européenne définissant des règles communes à l'exportation d'équipements militaires⁵⁵ auxquelles sont liés les États membres de l'UE, ceux-ci sont obligés d'évaluer les demandes d'exportations d'armes au regard de huit critères. Cette évaluation doit en principe les amener à refuser des exportations lorsque les risques sont trop élevés en termes de violations des droits humains, de menaces à la paix et la stabilité régionales, ou encore de détournements d'armes. Les États membres de l'UE ont ainsi refusé plusieurs demandes de licence à destination de certains pays latino-américains. Ainsi, le Venezuela a essuyé 47 refus de licence entre 2007 et 2011, le Guatemala 17, le Paraguay 11 et 8 pour le Brésil. Les critères invoqués pour refuser des licences portaient principalement sur les critères 7 (risque de détournement ou de réexportation non désirée du matériel exporté) et 4 (risque pour la stabilité régionale)⁵⁶.

3.2. Exemple de détournements d'armes européennes

Le cas du Brésil

Une étude réalisée en 2006 conjointement par l'ONG brésilienne *Viva Rio* et le *Peace Research Institute Oslo* (PRIO) révèle que les armes à feu étrangères retrouvées sur le marché illicite à Rio de Janeiro ont été à l'origine importées au Brésil ou dans la région en toute légalité, puis seulement après détournées vers les marchés illicites⁵⁷. Ainsi, les 26 170 armes à feu d'origine étrangère faisant partie d'un échantillon de 200 243 armes à feu illégales saisies à Rio de Janeiro entre 1974 et 2004, ont tout d'abord été exportées ou vendues légalement en Amérique du Sud. Ce n'est qu'après qu'elles ont été détournées, directement ou après avoir été vendues à des institutions brésiennes. Le manque de contrôles au Brésil est notamment avancé comme raison dans ce dernier cas. Parmi les principaux fabricants étrangers, figuraient au premier rang les États-Unis, mais aussi sept pays européens : l'Italie (7,3%), l'Allemagne (4,4%), l'Espagne (4,1%), l'Autriche (3,3%), la République tchèque (2,8%), la Belgique (2,5%) et la France (1,3%).

53. Dans le cadre de notre analyse, nous entendons par ALPC et leurs munitions, les catégories ML1, ML2 et ML3 de la liste européenne d'équipements militaires.

54. Chiffres analysés par le GRIP à partir des rapports annuels du COARM de 2007 à 2011, qui peuvent être consultés ici : <http://www.grip.org/fr/node/542#coarm>

55. *Position commune 2008/944/PESC du Conseil du 8 décembre 2008 définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires.*
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:335:0099:0103:FR:PDF>

57. Analyse des principaux critères de refus d'exportation à partir des rapports annuels du COARM de 2007 à 2011, qui peuvent être consultés ici : <http://www.grip.org/fr/node/542#coarm>

57. Pablo Dreyfus and Nicholas Marsh, *Tracking the guns: International diversion of small arms to illicit markets in Rio de Janeiro*, *op.cit.*

Parmi ces armes étrangères, figurait une forte proportion d'armes à feu militaires, telles que des fusils d'assaut et des mitraillettes, des fusils semi-automatiques et des calibres d'usage limité au Brésil comme les 9mm, 45ACP, .223, 5.56x45mm, 7.62mm et .44 S&W, ce qui expliquerait notamment leur présence dans les armes illégales saisies à Rio. Selon cette étude, les trafiquants se tournent en effet vers les sources étrangères pour l'acquisition d'armes de type militaire dont l'usage au Brésil est généralement restreint aux forces de sécurité.

Le cas de la Colombie

Une étude réalisée en 2009 d'un échantillon de 18 051 armes rendues par les AUC en Colombie entre 2003 et 2006, révèle la présence considérable d'armes à feu étrangères en provenance de pays qui n'ont soit jamais vendu d'armes légères à la Colombie, soit pas depuis longtemps⁵⁸. L'étude suggère par conséquent que la majorité des armes des AUC proviennent du marché noir. Parmi ces armes étrangères illégales, 27% étaient d'origine, de fabrication ou sous licence européenne (3 617 fusils d'assaut et 895 pistolets).

Les trois hypothèses avancées par l'étude pour expliquer la présence d'armes européennes en si grand nombre, en dépit d'une législation assez restrictive, sont les suivantes : certaines armes européennes seraient arrivées en Colombie avant le régime d'exportation européen ; les armes n'ont pas été exportées à la Colombie dans un premier temps mais elles sont arrivées dans le pays à partir d'autres États importateurs ; les contrats de production sous licence obstruent l'efficacité des systèmes de contrôle des exportations. C'est notamment le cas des fusils d'assaut FN FAL 7.62mm qui sont fabriqués sous licence au Venezuela depuis 1975 par la CAVIM et en Équateur, du moins jusqu'en 1994, année où Quito a décidé de produire des fusils *Heckler & Koch*. Les deux types d'armes figuraient dans les armes rendues par les AUC.

La frontière américaine

Des milliers d'armes d'origine américaine font route vers les criminels d'Amérique centrale et du Mexique. Il s'agit d'armes fabriquées par des entreprises américaines mais également d'armes importées aux États-Unis, ce qui suggère que des armes d'origine étrangère figurent parmi les armes utilisées par les trafiquants de drogue⁵⁹.

Selon un rapport du *Violence Policy Center* aux États-Unis daté d'avril 2009⁶⁰, qui se base sur des affaires criminelles impliquant un trafic d'armes illégales vers le Mexique à partir des États-Unis entre février 2006 et février 2009, sur 487 armes dont la source a été identifiée, 301 (soit 62%) avaient été fabriquées par des entreprises américaines et 186 (soit 38%) par des fabricants étrangers.

58. Nicolas Urrutia, Miguel Ortega, Gustavo Andrade and An Vranckx, *Arms tracing. Perspectives on control, traffic and use of illegal weapons in Colombia*, op.cit.

59. Selon des données compilées par l'ATF dans le cadre d'un projet de traçage d'armes au Guatemala, sur un total de 5 999 armes d'origine américaine soumises à des demandes de traçage entre juillet 2008 et août 2009, 1 508 seraient de fabrication américaine, 800 de fabrication inconnue et 3 691 de fabrication étrangère⁵⁹. Parmi le top des fabricants étrangers des armes tracées, on retrouve principalement des entreprises de l'ancienne Tchécoslovaquie (Ceska Zbrojovska, 416 armes), d'Israël (Israël Military Industries, 332), du Brésil (Taurus, 317 armes et Rossi Firearms, 191), d'Autriche (Glock, 287), d'Italie (Beretta, 272), de Hongrie (FEG, 263), de Corée (Daewoo, 245), des Philippines (Armscor, 116), de Chine (North China industries, 105), ou encore d'Espagne (Star, 104 ; Llama, 86 ; et Astra, 75). Parmi les autres armes d'origine européenne, 75 armes proviendraient de la Belgique, principalement des armes FN et des Browning (pistolets *Five-Seven* et de calibre 9mm).

60. Violence Policy Center, *Indicted. Types of Firearms and Methods of Gun Trafficking from the United States to Mexico as Revealed in US Court Documents*, April 2009, p. 6-7.

Il existe donc un mélange d'armes fabriquées aux États-Unis et d'armes importées sur le sol américain puis acquises par des trafiquants illégaux.

Vente illégale d'armes Heckler & Koch à la police mexicaine

En mai 2013, l'entreprise allemande *Heckler & Koch* (H&K) a admis avoir vendu illégalement plus de 9 000 fusils automatiques G36 au Mexique. Près de la moitié aurait atterri dans quatre États du Mexique vers lesquels les autorités allemandes interdisent toute vente d'armes. La destination officielle présentée était *Mexico City*, afin de maquiller la destination finale. Deux employés de l'entreprise seraient responsables de cette vente illégale ; ils n'auraient toutefois pas reçu d'autorisation de H&K. Cette affaire fait particulièrement scandale car des photos montrent que les armes allemandes auraient notamment servi aux forces de maintien de l'ordre, lorsqu'elles ont ouvert le feu sur une manifestation d'étudiants à Guerrero en 2011⁶¹.

Conclusion

Les armes illégales proviennent toujours à l'origine du marché légal des armes, qu'elles soient destinées à un usage civil ou militaire. Cette constatation est particulièrement vraie en Amérique latine, où les principales formes de détournement des armes à feu sont d'une part les détournements du marché civil des armes, que ce soit via les marchés américain, paraguayen ou encore brésilien, et d'autre part les détournements des arsenaux policiers et militaires. Ces armes se voient ainsi détournées de leur utilisation licite pour servir les activités de groupes armés non étatiques, d'organisations criminelles transnationales ou de criminels ordinaires. Ce problème concerne aussi bien les armes à feu civiles que celles de la police et de l'armée. Le manque d'harmonisation entre les législations et réglementations des pays latino-américains concourt notamment aux détournements à partir du marché civil des armes à feu. La corruption des autorités publiques, y compris de hauts gradés militaires ou policiers, joue également un rôle essentiel dans les trafics d'armes régionaux ; elle constitue un problème fondamental que ces pays devraient traiter comme une priorité.

Pour faire face aux détournements d'armes à feu, il apparaît que les États de la région doivent régler de nombreux problèmes dont ils portent la principale responsabilité. Néanmoins, d'autres obstacles doivent également être surmontés à une échelle plus large que ces seuls pays. En effet, s'il ne semble pas (ou du moins plus) y avoir d'implication étrangère directe dans les détournements d'armes en Amérique latine, certains États, notamment producteurs d'armes légères, jouent un rôle indirect. Ainsi, les États-Unis portent également leur part de responsabilité dans le flux quasi continu d'armes à feu qui s'échappent de son territoire par sa frontière sud, à destination de la criminalité au Mexique et de plus en plus en Amérique centrale. Par ailleurs, plusieurs études tendent à montrer que les armes européennes détournées en Amérique latine l'ont été après un transfert légal à des États de la région. Il apparaît dès lors nécessaire que les pays de l'Union européenne, notamment, revoient leurs méthodes pour évaluer les demandes d'exportation d'armes afin d'éviter à l'avenir de nouveaux détournements.

* * *

⁶¹ *German Arms Firm Illegally Sold Weapons to Mexico*, InSight Crime, 7 mai 2013.



Virginie Moreau est chargée de recherche dans la section « Armes légères et Transferts d'armes » au GRIP. Son travail porte notamment sur le contrôle des transferts d'armements aux niveaux international, régional et national. Elle a notamment publié *L'ONU et le contrôle des embargos sur les armes. Entre surveillance et vérification* (Rapport du GRIP 2011/3, avec la collaboration de Pauline Gillain) et *Le traité sur le commerce des armes - Les enjeux pour 2012* (Rapport du GRIP 2011/6).

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger.

< www.grip.org >